



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**

Services Vétérinaires - Environnement

Affaire suivie par :
Christelle MAURIS-DEMOURIoux
Inspectrice de l'environnement
Réf : 2021-02290

Nantes, le 11 juin 2021

**Dossier : GALLIANCE LE BIGNON
Zone artisanale de la Forêt – 44 140 LE BIGNON**

Demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2915 et extension de l'unité de fabrication de produits élaborés cuits

Demande en date du 29 septembre 2020 – Compléments du 10 novembre 2020

Par transmission reçue le 06 octobre 2020, vous m'aviez adressé le dossier de demande d'enregistrement visé en objet. Ce dossier a été complété par l'exploitant les 10 et 25 novembre 2020.

Cette demande d'enregistrement fait suite à un dossier de porter à connaissance déposé le 19 novembre 2019 à la préfecture de la Loire-Atlantique.

Après examen des éléments transmis, l'inspection des Installations Classées, dans un rapport du 05 décembre 2019, a considéré la modification comme substantielle au sens du premier critère de l'article L. 181-14 du code de l'environnement et conclu qu'elle relevait de l'article R.122-2 du code de l'environnement et devait faire l'objet d'un examen au cas par cas.

L'exploitant a déposé une demande d'examen en ce sens. Par arrêté préfectoral du 13 août 2020, le projet a été dispensé d'étude d'impact.

Bien que l'établissement relève du régime de l'autorisation au titre des Installations Classées, les rubriques modifiées par le projet n'étant soumises qu'à enregistrement ou à déclaration, il a été demandé à l'exploitant de déposer une demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2915 et pour l'extension de l'unité de fabrication de produits élaborés cuits.

Cette demande a été considérée comme recevable par l'inspection des Installations Classées dans un rapport du 27 novembre 2020.

Conformément à l'article R.512-46-16, Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique a transmis par courrier électronique du 02 juin 2021 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande déposée par la société GALLIANCE LE BIGNON ayant pour objet l'enregistrement au titre de la rubrique 2915 et l'extension de l'unité de fabrication de produits élaborés cuits qu'elle exploite dans la zone artisanale de la Forêt au BIGNON.

L'examen du dossier et le déroulement de la procédure conduisent à proposer l'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales. Conformément à l'article R 512-46-17, le dossier doit donc faire l'objet d'un avis du CODERST.

1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 – Le demandeur

Raison sociale : GALLIANCE LE BIGNON

Siège social : 250, rue Jean Mermoz – ZAC de l'Aéropole – 44 154 ANCENIS Cedex

Adresse du site : 18 rue de la Forêt – ZA de la Forêt – 44 140 LE BIGNON

Statut juridique : Société par actions simplifiée

N° de SIRET : 340 821 123 000 31

Nom et qualité du demandeur : Serge LESOIN – Directeur du site

1.2 – L'historique du site

La société GALLIANCE LE BIGNON est spécialisée dans la fabrication de produits alimentaires cuits à base de volailles (cordons bleus, nuggets et ailes de poulet).

Le site a été mis en service en 1993. Il relève du régime de l'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et a fait l'objet :

- d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 31 octobre 2013,
- d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 02 février 2015 pour son installation de réfrigération à l'ammoniac et ses tours aéroréfrigérantes,
- d'un récépissé au bénéfice de l'antériorité en date du 29 septembre 2016 pour son installation de réfrigération à l'ammoniac,
- d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 28 août 2017 modifiant le parcellaire du plan d'épandage des boues de sa station d'épuration.

2 – OBJET DE LA DEMANDE

2.1 – Le projet

Le projet lié à la présente demande consiste en l'extension de l'unité de fabrication de produits élaborés cuits afin d'augmenter et de diversifier la production du site. Cela nécessitera de nouvelles capacités de cuisson (friteuse et four) et entraînera la création d'une chaufferie dans un nouveau bâtiment qui abritera deux chaudières à fluide thermique alimentées au gaz naturel.

Cette modification sera accompagnée d'un changement de la nature du fluide caloporteur ainsi que d'une augmentation de son volume présent sur le site entraînant le classement de l'établissement sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2915 de la nomenclature des Installations Classées.

L'extension se fera sur une surface de 1 093 m², la surface des bâtiments étant actuellement de 8 686 m², répartis de la manière suivante :

- l'extension de l'unité de production avec l'ajout d'une cinquième ligne de fabrication de produits cuits et l'agrandissement d'un local de stockage soit 994 m² au total ;
- l'ajout d'une chaufferie dans un nouveau bâtiment de 99 m² au sud-est du site.

L'augmentation de la capacité de production de l'établissement sera à l'origine d'une augmentation de 25 % de la quantité de produits entrants d'origine animale et la diversification de sa production entraînera un nouveau classement de l'établissement au titre de la rubrique 2230 (traitement ou transformation de produits issus du lait).

La chaufferie comprendra deux chaudières de 3,162 mW au total soit une chaudière de 1,162 MW déjà présente sur le site qui sera déplacée et une nouvelle chaudière de 2MW.

La future installation renfermera 8000 litres de fluide caloporteur pouvant être porté jusqu'à 290°C. Le circuit de distribution de ce fluide sera placé sous atmosphère d'azote.

La consommation d'eau supplémentaire associée au projet est de 20 000 m³ par an. La consommation globale du site autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 à 105 800 m³ ne sera pas dépassée.

Tél : 02.40.08.85.92

Mél : ddpp-sv-e@loire-atlantique.gouv.fr

10, boulevard Gaston Doumergue - BP 76315- 44263 NANTES cedex 2

La station d'épuration du site est en capacité de traiter les rejets aqueux supplémentaires engendrés par le projet.

2.2 – Le site d'implantation

La société GALLIANCE LE BIGNON est implantée dans la Z.A. de la Forêt au BIGNON. Le site date de 1993. Il est intégré dans une zone artisanale et entouré d'infrastructures routières importantes (D137 et A83). Il est à noter que l'habitation d'un tiers est implantée au cœur de la zone artisanale et est voisine du site de la société GALLIANCE.

2.3 – Usage futur proposé

Le site n'est pas soumis à l'obligation de proposer un type d'usage futur du site car le projet concerne uniquement des installations existantes.

3 – INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités sont classées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques	Régime	Observations
Rubriques modifiées par le projet				
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	66 t/j	E	Augmentation de 25 %
2230-2	Traitement et transformation du lait ou produits issus du lait	5 tonnes de fromage soit 50000 eq lait/j	DC	Nouvelle rubrique
2910-A-2	Combustion	5,591 MW au total	DC	Installation d'une nouvelle chaudière de 2 MW
2915-1a	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides	8000 litres présents dans l'installation	E	Changement de fluide et augmentation de son volume
2921-2	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Six tours aéro-réfrigérantes de 4 274,4 kW au total	E	Actualisation de la puissance des tours sans modification des installations
Rubriques non modifiées				
2220-2a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	24,9 t/j	E	Arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2013
4735-1-a	Ammoniac	5,5 t	A	Récépissé au bénéfice de l'antériorité du 29 septembre 2016

Régime :

A(autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration)

La situation des installations au titre des rubriques des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités tel que prévu à l'article R.214-1 du Code de l'environnement reste inchangée.

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Classement
2.1.4.0	Épandage d'effluents ou de boues, à l'exception de celles visées à la rubrique 2.1.3.0 et à l'exclusion des effluents d'élevage, la quantité d'effluents ou de boues épandues présentant les caractéristiques suivantes : 2° Azote total compris entre 1 t/an et 10 t/an ou volume annuel compris entre 50 000 et 500 000 m ³ /an ou DBO5 comprise entre 500 kg et 5 t/an	1 500 kg d'azote à épandre par an	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejets d'eau pluviales de superficies de 10,5 ha pour l'usine et 4,7 ha pour la station	Déclaration

4 – CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir LE BIGNON, VERTOU et CHATEAU-THEBAUD, ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Les conseils municipaux de ces trois communes ont répondu par courrier électronique ne pas avoir statué ou émis d'avis sur ce dossier :

- LE BIGNON : réponse du 21 mai 2021,
- VERTOU : réponse du 26 mai 2021,
- CHATEAU-THEBAUD : réponse du 26 mai 2021.

5 – OBSERVATIONS DU PUBLIC

Conformément à l'article R.512-46-13 du Code de l'environnement, la demande a été portée à la connaissance du public, du 12 avril au 11 mai 2021, selon les modalités suivantes :

- affichage en mairie des trois communes concernées et sur le site de GALLIANCE LE BIGNON,
- avis au public par voie de presse dans deux journaux locaux,
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture.

Aucune observation n'a été portée au registre ou transmise par courriel.

6 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

6.1 – Justification de l'absence de basculement

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la société GALLIANCE LE BIGNON ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

Tél : 02.40.08.85.92

Mél : ddpp-sv-e@loire-atlantique.gouv.fr

10, boulevard Gaston Doumergue - BP 76315- 44263 NANTES cedex 2

En effet, le projet ne relève pas des critères ci-dessous pour les raisons suivantes :

- sensibilité environnementale :

les installations sont situées dans une zone industrielle à proximité d'infrastructures routières importantes (D137 et A83), l'habitation d'un tiers étant cependant implantée au cœur de cette zone mais l'exploitant a démontré que celle-ci ne serait pas impactée (bruit et risques d'incendie);

les principaux impacts ont été pris en compte :

- sur l'eau : une étude des réseaux est en cours et une étude des mesures à prendre pour réduire la consommation d'eau est prévue ; la station d'épuration et le plan d'épandage sont suffisamment dimensionnés pour absorber l'augmentation d'activité (+25 % environ) ;
 - sur le bruit : les valeurs mesurées en limite de propriété respectent la réglementation et les nouveaux équipements seront peu bruyants, une nouvelle mesure sera réalisée dans les six mois suivant la mise en service des nouvelles installations ;
 - sur l'air : les installations respectent les valeurs limites d'émission réglementaires ;
- le risque incendie a été évalué et les flux thermiques ne sortiront pas du site ;

- cumul d'incidences :

les incidences du projet ne se cumulent ni avec celles d'autres projets du site (pas d'autres modifications notables du site prévues) ni avec celles d'autres sites (pas d'autre projet à proximité immédiate et aucun effet cumulé avec des projet à plus grande distance (5km)) ;

- aménagements importants de prescriptions :

les quatre aménagements demandés par l'exploitant, à savoir le comportement au feu du local, son ouverture pour la ventilation et l'évacuation des fumées, et la localisation de la rétention du fluide caloporteur, ont été évalués (voir 6.3) et ont été considérés comme acceptables par l'inspection des installations classées car l'exploitant a présenté des garanties suffisantes : flux thermiques d'un éventuel incendie ne sortant pas du site et n'atteignant pas de bâtiment ou de stockage voisin et ventilation par une façade grillagée ne donnant pas directement sur un local occupé par un tiers ou sur un atelier du site.

En conséquence, ces demandes d'aménagement ne sont pas de nature à justifier un basculement en procédure complète d'autorisation.

6.2 – Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2-1 – Examen de la conformité du projet avec l'arrêté de prescriptions générales

Le pétitionnaire a fourni une analyse de son projet au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'ensemble des prescriptions peuvent être respectées à l'exception des quatre points suivants pour lesquels le pétitionnaire demande un aménagement :

- comportement au feu du bâtiment (article 4.2) ;
- désenfumage (article 4.4) ;
- ventilation des locaux (article 4.9) ;
- localisation de la rétention du fluide caloporteur (article 4.11 point V).

6.2-2 – Compatibilité avec l'affectation des sols

Le pétitionnaire a évalué la compatibilité du projet avec le plan local d'urbanisme. Il est compatible avec le règlement de la zone UE dans laquelle les installations sont situées.

6.2-3 – Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet relève des plans et programmes suivants :

- le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 et le SAGE Logne, Boulogne, Ognon, lac de Grand Lieu,
- les programmes d'actions national et régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- les plans nationaux, régionaux et départementaux de prévention et de gestion des déchets : le plan National De Prévention Déchets (PNPD) 2014-2020, le plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD) des Pays de la Loire 2009-2019, le plan départemental de prévention des déchets de décembre 2011 et le plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de Loire Atlantique approuvé le 22 juin 2009 ;
- le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA),
- le Schéma Régional Climat-Air-Energie des Pays de la Loire (Srcae) 2013-2018.

L'exploitant a justifié la conformité de son projet à ces plans.

Au regard du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 et du SAGE Logne, Boulogne, Ognon et Grand-Lieu, il est à noter, en particulier, que la capacité de la station d'épuration est suffisante pour traiter les rejets supplémentaires liés à l'augmentation d'activité et que la gestion des eaux pluviales ne sera pas modifiée par le projet.

La consommation d'eau supplémentaire associée au projet est de 20 000 m³ par an. La consommation globale du site autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 à 105 800 m³ ne sera pas dépassée. La station d'épuration du site est en capacité de traiter les rejets aqueux supplémentaires engendrés par le projet.

Par ailleurs, une étude des mesures à mettre en œuvre pour réduire la consommation d'eau a été demandée par l'inspection des Installations Classées dans son courrier de demande de compléments du 16 octobre 2020 et devra être fournie avant la fin de l'année 2021.

Le site concerné par les programmes d'actions national et régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole du fait de l'épandage des boues de sa station d'épuration. Le plan d'épandage a été dimensionné afin de respecter ces programmes d'action et notamment la pression azotée sur les parcelles épandues. Il est suffisant pour absorber la quantité supplémentaire de boues liée à l'augmentation d'activité du site.

La capacité de stockage des boues avant épandage est de 890 m³, ce qui correspond à environ 2 ans de stockage.

Les déchets du site sont gérés conformément aux plans nationaux, régionaux et départementaux de prévention et de gestion des déchets.

En ce qui concerne les actions liées à la qualité de l'air, la société GALLIANCE LE BIGNON a évalué son projet par rapport au Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA). Aucune des actions de ce plan ne peut lui être appliquée.

Dans le cadre du le Schéma Régional Climat-Air-Energie des Pays de la Loire (Srcae) de 2013-2018, la société assure un suivi des consommations de gaz et d'électricité et évalue les possibilités pour les diminuer ainsi qu'un contrôle et entretien annuel des fours et des chaudières pour en améliorer les performances énergétiques.

La commune du BIGNON n'est pas concernée par le Plan de Protection de l'Atmosphère de Nantes-St Nazaire approuvé le 13 août 2015.

L'établissement a fait procéder par le bureau VERITAS à une campagne de mesures des bruits émis par son site du 06 au 07 février 2020 (rapport du 25 mars 2020).

Les mesures ont été réalisées en 3 points en limite de propriété et en 2 points en zone à émergence réglementée en limite de propriété des riverains les plus proches.

Les valeurs mesurées en limite de propriété sont conformes aux valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement du 31 octobre 2013 et de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les valeurs mesurées en zone à émergence réglementée sont conformes la nuit pour les deux points et le jour pour le point situé à l'est du site (riverain le plus proche). L'émergence est non conforme au niveau de la limite de propriété du riverain situé au nord du site de l'autre côté de la D137.

Cependant, pour cette mesure, la valeur semble avoir été impactée par la route départementale. Il est à noter qu'aucune plainte n'a été émise par ce riverain et que le projet ne se situe par au regard de cette habitation. Une nouvelle mesure de bruits sera réalisée 6 mois après la mise en service des nouvelles installations.

6.2-4 – Modifications sur les installations existantes

Le projet inclut une extension des bâtiments sur une surface de 1 093 m² répartis de la manière suivante :

- l'extension de l'unité de production avec l'ajout d'une cinquième ligne de fabrication de produits cuits et l'agrandissement d'un local de stockage soit 994 m² au total ;
- l'ajout d'une chaufferie dans un nouveau bâtiment de 99 m² au sud-est du site.

6.2-5 – Analyse des avis et observations émis lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis que ce soit des communes ou du public.

Les aménagements demandés étant liés à la prévention et à la lutte contre l'incendie, l'exploitant a présenté son projet au Service d'Incendie et de Secours de la Loire-Atlantique le 19 juin 2020.

Dans un courrier en date du 07 octobre 2020, le SDIS 44 considère que la défense contre l'incendie du site GALLIANCE LE BIGNON est satisfaisante.

6.3 – Aménagements sollicités par l'exploitant

L'exploitant sollicite l'aménagement des prescriptions relatives au comportement au feu du local, à son ouverture pour la ventilation et l'évacuation des fumées et la localisation de la rétention du fluide caloporteur (articles 4.2, 4.4, 4.9 et 4.11V de l'arrêté de prescriptions générales du 15 mai 2020) et propose les mesures alternatives suivantes :

- comportement au feu du bâtiment (article 4.2) :

l'exploitant souhaite que la résistance au feu des 3 murs en bardage métallique soit RE15 au lieu de RE30, la façade Est étant grillagée (EI 0) et que le toit du local soit CROOF(t3) au lieu de BROOF(t3) ; afin de démontrer que le risque sera maîtrisé dans une telle configuration, les flux thermiques générés en cas d'incendie du stockage de fluide caloporteur situé à l'intérieur du futur bâtiment chaufferie ont été modélisés : les flux thermiques de 8, 5 et 3 kW/m² resteraient confinés à l'intérieur du site et n'atteindraient pas de stockage ou de bâtiment voisin ; cette demande est donc acceptable ;

- désenfumage (article 4.4) :

le local étant ouvert (surface grillagée) sur sa façade Est, l'exploitant souhaite ne pas l'équiper d'un dispositif de désenfumage tel que prévu à l'article 4.4 de l'arrêté ministériel du 15 mai 2020 ; le local étant d'une petite surface (99m²) et ouvert sur toute une façade, cette demande est acceptable ;

- ventilation des locaux (article 4.9) :

le local étant ouvert sur sa façade Est, l'exploitant souhaite ne pas équiper son local d'un dispositif de ventilation avec un débouché à l'atmosphère tel que prévu à l'article 4.9 de l'arrêté ministériel du 15 mai 2020 ; le local étant ouvert sur toute une façade et la paroi grillagée ne donnant pas directement sur un local occupé par un tiers ou sur un atelier du site, cette demande est acceptable ;

- capacité de rétention (article 4.11 point V) :

l'exploitant souhaite que le réservoir métallique de capacité permettant de contenir la totalité du fluide caloporteur soit placé à l'intérieur du futur bâtiment de la chaufferie sous les chaudières et non à l'extérieur des bâtiments comme le prévoit l'arrêté ministériel du 15 mai 2020 ;

il justifie cette demande par l'objectif de limiter la dégradation du réservoir par les intempéries et l'exposition au risque de vandalisme ; de plus, la modélisation des flux thermiques en cas d'incendie a montré qu'ils ne sortent pas du site ; cette demande est donc acceptable ;

les autres points de l'article 4.11 seront respectés, le sol du local étant constitué d'une dalle en béton avec une bordure étanche de 15 cm formant une rétention.

6.4 – Propositions de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées considère comme recevables les demandes d'aménagement des articles 4.2, 4.4, 4.9 et 4.11V de l'arrêté de prescriptions générales du 15 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir :

- un local abritant la future chaufferie avec une façade grillagée à l'Est (EI 0), les trois autres façades ayant une résistance au feu RE15 et un le toit de type CROOF(t3) ;
- une absence de dispositif de désenfumage du local, la façade Est étant grillagée ;
- une absence de dispositif de ventilation du local pour la même raison ;
- la localisation de la rétention du fluide caloporteur à l'intérieur du local.

Ces demandes ont été prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

L'engagement de l'exploitant de réaliser une nouvelle étude de bruits a été reprise dans le projet d'arrêté. Celle-ci devra être dans les six mois suivant la mise en service des installations relevant de la rubrique n°2915.

Par ailleurs, dans un courrier en date du 12 mars 2021, l'exploitant a indiqué son souhait de retirer deux parcelles figurant dans le plan d'épandage des boues issues de sa station d'épuration des eaux usées.

Le retrait de ces parcelles, soit 7,09 ha de surface épandable sur les 108,12 ha autorisés dans l'arrêté préfectoral du 28 août 2017 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du site en date du 31 octobre 2013, ne remet pas en cause les conditions d'éliminations des boues produites par la société GALLIANCE LE BIGNON.

Les 101,03 ha restants sont suffisants pour permettre l'épandage des boues du site sans dégrader la pression en azote et en phosphore sur ces sols.

En conséquence, l'inspection des installations classées a considéré, dans un rapport du 16 mars 2021, que cette modification n'était pas substantielle au regard des dispositions de l'article R.181-46.I du code de l'environnement.

Monsieur le Préfet a pris acte de cette décision le 22 mars 2021.

Afin de limiter le nombre des actes administratifs applicables à l'établissement, le nouveau parcellaire du plan d'épandage est annexé au projet d'arrêté.

Enfin, afin de préserver la ressource en eau et en continuité avec des actions déjà menées ces dernières années sur le volet sécheresse, l'inspection des installations classées a lancé, en 2019, une action visant les établissements qui réalisent des prélèvements supérieurs à 100 000 m³/an sur la ressource et dont l'objectif est la réalisation d'un diagnostic et d'une étude technico-économique visant à réduire les prélèvements et consommations d'eau sur deux volets :

- gestion préventive de la ressource : étude technico-économique des actions visant à favoriser les économies d'eau et l'utilisation rationnelle de la ressource, afin d'anticiper ou résorber le déficit des ressources ;
- gestion de crise en cas de sécheresse : étude technico-économique visant à définir en cas de crise des mesures d'urgence efficaces et adaptées selon la gravité de la situation.

Cette action répond aux nécessités d'étudier plus finement les moyens pour optimiser la gestion de l'eau de manière pérenne, et d'étudier les mesures d'urgences à envisager en cas d'atteinte des seuils d'alerte renforcée ou de crise en période de sécheresse.

La société GALLIANCE LE BIGNON prélève actuellement 85 800 m³ par an sur le réseau public. La consommation d'eau supplémentaire associée au projet est de 20 000 m³ par an. A l'issue du projet, la consommation globale du site atteindra donc la valeur limite autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 de 105 800 m³.

En application de l'article R181-45 du Code de l'Environnement, il est proposé de prescrire cette étude par voie d'arrêté préfectoral complémentaire et d'inclure ces prescriptions au projet d'arrêté ci-joint.

7 – CONCLUSION

La société GALLIANCE LE BIGNON a déposé une demande ayant pour objet l'enregistrement au titre de la rubrique 2915 et l'extension de l'unité de fabrication de produits élaborés cuits qu'elle exploite dans la zone artisanale de la Forêt au BIGNON.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Le contexte nécessite l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir l'arrêté ministériel du 15 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les aménagements sollicités par l'exploitant nécessitent de recueillir préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-46-17.

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R 512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral ci-joint à l'avis des membres du CODERST.

L'Inspectrice de l'Environnement,



C. MAURIS-DEMOURIUX

VU et TRANSMIS,

Pour le Directeur Départemental de la Protection des Populations,
Le chef du service Environnement,



D. Cyril PIETRUSZEWSKI
Vétérinaire inspecteur